



Mai 2019

"La pierre la plus solide d'un édifice est la plus basse de la fondation".

RETRAITES : FO DIT STOP

Depuis plus d'un an le gouvernement, via le Haut-Commissaire à la réforme des retraites, a ouvert une concertation sur la réforme des retraites annoncée par le président de la République.

FO, fidèle à sa tradition, n'a pas laissé la chaise vide et n'a jamais confondu concertation et négociation. Elle a porté, à chaque instant, ses analyses, positions et revendications.

Cette réforme pourrait mettre en cause l'ensemble de notre système de retraites et ses régimes.

Dès la première réunion, notre organisation a fait connaître qu'elle entendait défendre la retraite par répartition, garante de la solidarité intergénérationnelle telle que fondée sur le régime général et les régimes complémentaires, les régimes particuliers existants, le Code des pensions civiles et militaires de retraite.

FO s'est exprimée, dès l'origine, contre un régime universel par points remettant en cause les régimes particuliers, le calcul des droits à pension sur les annuités et les meilleures années de la carrière, et ouvrant la porte à un régime à minima et à la capitalisation individuelle pour celles et ceux qui en auront les moyens.

FO a aussi indiqué qu'elle s'opposait à toute tentative du gouvernement de reculer encore l'âge de départ à la retraite, que ce soit par report de l'âge légal ou allongement de la durée d'activité.

Encore une fois, **FO** le dit : nous ne voulons pas de cette réforme systémique. Nous revendiquons le maintien de l'ensemble des régimes et dispositions qu'ils contiennent.



ALLOCUTION DU PRÉSIDENT : DE LA FICTION À LA RÉALITÉ

Le 25 avril, le Président de la République a souhaité répondre aux inquiétudes des Français et également au mouvement des gilets jaunes.

La fonction publique et ses services ont été, de nombreuses fois, évoqués.

Concernant la Fonction publique, le président a annoncé un possible arrêt des suppressions de postes après un bilan que lui fera prochainement le Premier ministre. L'objectif du quinquennat de moins 120 000 postes sera-t-il réellement stoppé ? rien n'est moins sûr... Les objectifs de réduction de la dépense publique liés aux injonctions européennes n'ont pas changé et le dogme budgétaire reste très prégnant. Comme elle le revendique depuis la révision générale des politiques publiques lancée en 2007, **FO** souhaite qu'un débat de fond sur l'avenir des missions de service public s'ouvre pour mettre en adéquation les besoins de nos

concitoyens et les moyens nécessaires tant humains et matériels pour les mettre en œuvre. Seul ce débat, sur les missions permettra de sortir du seul prisme budgétaire.

Le Président de la République a également annoncé un nouvel acte de déconcentration et/ou de décentralisation. Là encore l'autonomie dont pourraient bénéficier les employeurs publics sur le plan local est source d'inquiétudes car elle attaque de fait l'égalité des droits des usagers portée par une organisation nationale cohérente des services publics. De plus, ces réorganisations n'entraîneraient aucun recrutement mais s'appuieraient sur des transferts de personnel de l'administration centrale vers les services déconcentrés.

Le Président de la République a également annoncé qu'il n'y aurait plus de fermetures de certains services publics (écoles, hôpitaux) jusqu'à la fin du quinquennat. Sur ce point aussi, la **FO** engage le Président de la République à mettre en œuvre sans délai cette mesure en bloquant tous les projets en cours.

Enfin, toutes ces annonces ne peuvent faire oublier la réalité et l'actualité. A compter du 2 mai, le projet de loi de transformation de la fonction publique auquel se sont opposées toutes les organisations syndicales représentatives commencera son parcours parlementaire. Ce projet entérine la fin du recrutement de fonctionnaires au profit d'agents contractuels sur des contrats de projets d'une durée maximum de 6 ans, annihile l'égalité de traitement des agents par la suppression des Commissions Administratives Paritaires et met en danger leur santé et sécurité à travail en supprimant les CHSCT et leurs expertises et enfin veut encourager les fonctionnaires à partir vers le secteur privé en préparant la privatisation des missions et en permettant des ruptures conventionnelles et des détachements d'office. De fortes contradictions par rapport au discours présidentiel !

FO, le Président de la République ne change pas de ligne politique et même si certaines annonces peuvent sembler positives, seules leurs mises en œuvre porteront crédit à son discours.

FO va continuer de peser sur l'ensemble des sujets Fonction Publique car c'est par l'action syndicale, la mobilisation et la grève que nous pourrons peu à peu être entendus et faire reculer les projets néfastes du gouvernement.

C'est pourquoi, le 9 mai 2019, toutes et tous en grève et en manifestations pour défendre le statut général des fonctionnaires, l'emploi public, les missions et l'égalité des droits.

